



INSTRUCTION

N° 04-017-B3 du 6 février 2004

NOR : BUD R 04 00017 J

Texte publié au **Bulletin Officiel de la Comptabilité Publique**

MODALITÉS DES CONTRÔLES DES CONDITIONS DE PAIEMENT DES PENSIONS

ANALYSE

Contrôle des droits à pension d'ascendants, des secours de compagne, des pensions d'orphelins majeurs infirmes et des avantages familiaux prévus par le code des pensions civiles et militaires de retraite et le code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre.

Date d'application : 01/01/2004

MOTS-CLÉS

DÉPENSE ; PENSION ; CONTRÔLE ; ASCENDANT ; SECOURS DE COMPAGNE

DOCUMENTS À ANNOTER

Instruction n° 61-140-B3 du 30 octobre 1961.

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

CRP	TGE	TOM	CPE									

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

5^{ème} Sous-direction - Bureau 5C

Les comptables exercent chaque année différents contrôles de paiement des pensions, afin de s'assurer des droits à certaines pensions ou accessoires de pensions qui sont soumis à conditions :

- les pensions d'orphelins majeurs infirmes du code des pensions civiles et militaires de retraite;
- les pensions d'ascendants et les secours de compagnie;
- les avantages familiaux, non cumulables avec certaines prestations familiales (pensions temporaires d'orphelins du code des pensions civiles et militaires de retraite et majorations pour enfants du code des pensions militaires d'invalidité et des victimes de la guerre).

Pour ce faire, un courrier est adressé au titulaire de la pension (ou son représentant légal), lui demandant de faire état de ses ressources ou des avantages perçus par ailleurs.

Avant le regroupement des départements informatiques pensions, les contrôles s'effectuaient de façon différente, selon les centres régionaux de pension :

- soit le contrôle portait sur l'ensemble des pensions visées par le contrôle ;
- soit il ne portait que sur les pensions qui étaient effectivement en paiement.

Les départements informatiques de la TG adaptaient, selon l'option retenue par le CRP, les programmes permettant une éventuelle sélection des pensionnés.

Depuis le regroupement des départements informatiques sur deux sites, Dijon et Rennes, il n'est plus possible de satisfaire individuellement chaque centre régional. C'est ainsi que toutes les pensions ou tous les accessoires de pensions sont actuellement contrôlés, qu'ils soient payés ou suspendus.

La procédure consistant à contrôler tous les pensionnés, alors que certains ne perçoivent pas l'avantage pour lequel ils sont contrôlés, se révèle sans intérêt dans la mesure où il n'existe pas de risque de trop-perçu. De plus, certains pensionnés déplorent recevoir une lettre leur demandant de justifier de leurs droits alors qu'ils ne perçoivent rien. Cette procédure n'est pas satisfaisante.

Aussi, dans un souci d'efficacité, de simplification et d'harmonisation des méthodes de travail dans les CRP, il est demandé aux comptables de soumettre au contrôle les seules pensions ou accessoires de pension en paiement. Le contrôle ne subsistera que pour les pensions où un risque de trop-perçu existe.

1. MODALITES PRATIQUES POUR LA MISE EN ŒUVRE

Afin de pouvoir procéder à un contrôle sélectif comme indiqué ci-dessus, l'attention des comptables est appelée sur le besoin de vérifier les codifications utilisées dans l'application PEZ par les services en la matière. Cette codification permettra une sélection efficace par l'application PEZ de la population à contrôler.

Rappel des règles de codification :

Si le paiement de la pension est suspendu en totalité, le code 06 « suspension totale pour dépassement du plafond de ressources autorisé » ou 07 « suspension totale pour cumul avec des rémunérations pour activité » doit être utilisé.

Le code de suspension « 21 » est un code de suspension partielle pour paiement des prestations familiales, il n'est pas prévu pour la codification d'une suspension totale, même si la possibilité de suspendre en totalité avec ce code suivi d'un montant à « 999999,99 » existe, cette pratique doit rester exceptionnelle.

Le code blocage 03 n'est utilisé que dans le cadre d'une suspension de paiement pour raisons de service, par exemple attente de justificatifs d'une mesure de protection, de résidence...

Les titulaires de pension dont le code blocage est différent de 00 ne doivent pas non plus être destinataires d'une lettre contrôle. Aucun contrôle ne doit être effectué pour les pensions dont le code blocage est 03 (pension suspendue pour raisons de service) ou 04 (pension en instance de 1^{er} paiement) ou 07 (pension radiée) ou 08 (pension transférée) ou 09 (pension radiée pour décès du titulaire).

2. MISE EN APPLICATION

La mise en œuvre des contrôles sélectifs devra être effectuée dès l'année 2004.

La sélection s'effectuera désormais en excluant des pensions visées par le contrôle celles dont un code de suspension totale de paiement 07 ou 06 figure sur les enregistrements SA.

Il est rappelé aux comptables que toute suspension de paiement d'une pension doit être notifiée au titulaire de la pension. Désormais, cette notification motivée lui indiquera également que dans l'hypothèse d'un changement ultérieur de sa situation personnelle qui pourrait permettre de lever la suspension du paiement de sa pension (prestations familiales ou ressources en diminution), il lui appartiendra d'en informer le comptable afin qu'un réexamen de ses droits soit effectué.

Une copie de la notification de la suspension au pensionné pourrait être consignée dans le dossier de l'intéressé.

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE
POUR LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA 5^{ÈME} SOUS-DIRECTION

BRUNO SOULIÉ

Directeur de la publication :
Jean BASSERES

ISSN : 0984 9114